

ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

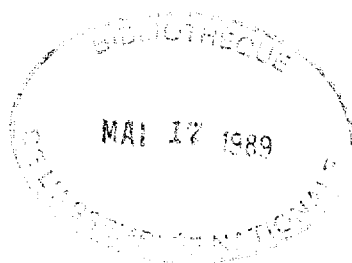
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 147

**Loi modifiant la Loi sur les
élections et les référendums dans
les municipalités et d'autres
dispositions législatives**

Présentation

**Présenté par
M. Pierre Paradis
Ministre des Affaires municipales**



**Éditeur officiel du Québec
1989**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités pour préciser qu'un élu municipal n'est pas inhabile à occuper son poste lorsque la municipalité a un contrat avec certains organismes mentionnés dans la loi et dont il est membre, administrateur ou dirigeant.

Ce projet de loi prévoit de plus que l'expiration du mandat d'un conseiller municipal survient lorsque le candidat élu au même poste lors d'une élection régulière est assermenté ou, à défaut, à l'expiration du délai prévu pour cette assermentation. Il prévoit des règles spéciales dans les cas où les postes de conseiller existant après l'élection ne correspondent pas exactement à ceux qui existaient avant celle-ci.

Par ailleurs, ce projet de loi donne effet aux règlements de certaines municipalités qui prévoient qu'une élection doit être tenue tous les deux ans à la moitié des postes de conseiller et, une fois sur deux, au poste de maire, de telle façon que chaque poste soit ouvert aux candidatures tous les quatre ans.

Il corrige le caractère inopérant de ces règlements qui n'ont pas été mis en vigueur dans le délai prescrit par la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, lequel se terminait le 31 décembre 1987. Les municipalités visées sont celles qui ont adopté leur règlement avant le 1^{er} janvier 1988 et qui seront énumérées dans une liste publiée à la Gazette officielle du Québec par le ministre des Affaires municipales avant le 1^{er} janvier 1991.

Enfin, ce projet de loi corrige une erreur de renvoi.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- 1° La Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);
- 2° le Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1);

3° la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1);

4° la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2);

5° la Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3);

6° la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70);

7° la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2);

8° la Loi sur le traitement des élus municipaux (1988, chapitre 30);

9° la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (1988, chapitre 85).

Projet de loi 147

Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et d'autres dispositions législatives

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS

1. L'article 67 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2) est modifié :

1° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « non ouvert aux candidatures au sein de ce conseil ou un poste » ;

2° par l'addition de l'alinéa suivant :

« Est également inéligible à un poste de membre du conseil de la municipalité toute personne qui occupe un autre poste au sein de ce conseil, sauf dans le cas d'une élection lors de laquelle le poste qu'elle occupe est ouvert aux candidatures ou cesse d'exister. ».

2. L'article 305 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 2°, du mot « officier » par le mot « dirigeant » ;

2° par l'insertion, après le paragraphe 2°, du suivant :

« 2.1° l'intérêt de la personne consiste dans le fait qu'elle est membre, administrateur ou dirigeant d'un autre organisme municipal, d'un organisme public au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), d'un organisme à but non lucratif ou d'un organisme dont la loi prévoit que cette personne doit être membre,

administrateur ou dirigeant en tant que membre du conseil de la municipalité ou de l'organisme municipal; ».

3. L'article 314 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants :

« Le mandat du titulaire d'un poste de conseiller expire au moment où le candidat élu à ce poste lors de l'élection régulière prête le serment ou, en cas de défaut, à l'expiration du délai fixé pour ce faire.

Toutefois, lorsque le titulaire d'un poste est candidat à un autre poste lors d'une élection générale, son mandat expire dès que le candidat élu à l'un ou à l'autre de ces postes prête le serment ou, en cas de défaut, à l'expiration du délai fixé pour ce faire. ».

4. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 314, du suivant :

« **314.1** Malgré les articles 313 et 314, lorsqu'un changement relatif à la composition du conseil et mentionné au troisième alinéa prend effet à l'occasion d'une élection régulière :

1° le mandat d'un candidat élu à un poste de conseiller ouvert aux candidatures lors de cette élection commence, selon la dernière des échéances :

a) soit au moment où il prête le serment ;

b) soit au moment où la majorité des candidats élus à un tel poste a prêté le serment ;

2° le mandat de tous les conseillers dont le poste est ouvert aux candidatures ou cesse d'exister lors de cette élection expire au moment visé au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1° du premier alinéa.

Toutefois, si la majorité des candidats élus à un poste de conseiller ouvert aux candidatures lors de l'élection n'a pas prêté le serment avant le trente-cinquième jour qui suit celui du scrutin, le mandat d'un tel candidat qui a alors prêté le serment commence au début de ce jour et celui des conseillers visés au paragraphe 2° du premier alinéa expire au même moment.

Les changements relatifs à la composition du conseil qui donnent lieu à l'application du premier ou du deuxième alinéa sont les suivants :

1° la diminution du nombre de postes numérotés de conseiller ;

2° le début ou la fin de la division du territoire aux fins électorales;

3° le remplacement d'une division du territoire en quartiers par une division en districts électoraux;

4° la modification des limites de l'un ou l'autre des districts électoraux.

Le greffier ou secrétaire-trésorier donne à toute personne visée au présent article un avis écrit de la date du début ou de l'expiration de son mandat. ».

5. L'article 334 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **334.** Le présent chapitre ne s'applique pas à la vacance d'un poste qui, par l'application du troisième alinéa de l'article 314 ou par celle de l'article 314.1, existe entre l'expiration du mandat survenue après l'élection régulière à ce poste et le début du mandat du candidat élu lors de celle-ci. ».

LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

6. L'article 1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), modifié par l'article 230 du chapitre 19 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe *d* du premier alinéa, du nombre « 232 » par le nombre « 235 ».

7. L'article 468.23 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa, des mots « pendant ou après laquelle survient cette expiration, selon qu'il s'agit d'un conseiller ou d'un maire, » par les mots « après laquelle survient cette expiration ».

CODE MUNICIPAL DU QUÉBEC

8. L'article 592 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) est modifié par le remplacement, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa, des mots « pendant ou après laquelle survient cette expiration, selon qu'il s'agit d'un conseiller ou d'un maire, » par les mots « après laquelle survient cette expiration ».

LOI SUR LA COMMUNAUTÉ RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS

9. L'article 11 de la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1) est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du troisième alinéa, des mots « pendant ou après laquelle survient cette expiration, selon qu'il s'agit d'un conseiller ou d'un maire » par les mots « après laquelle survient cette expiration ».

10. L'article 63.3 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du troisième alinéa, des mots « pendant ou après laquelle survient cette expiration, selon qu'il s'agit d'un conseiller ou d'un maire, » par les mots « après laquelle survient cette expiration ».

LOI SUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

11. L'article 82.4 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du troisième alinéa, des mots « pendant ou après laquelle survient cette expiration, selon qu'il s'agit d'un conseiller ou d'un maire » par les mots « après laquelle survient cette expiration ».

12. L'article 101.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du troisième alinéa, des mots « pendant ou après laquelle survient cette expiration, selon qu'il s'agit d'un conseiller ou d'un maire » par les mots « après laquelle survient cette expiration ».

LOI SUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC

13. L'article 69.3 de la Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3) est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du troisième alinéa, des mots « pendant ou après laquelle survient cette expiration, selon qu'il s'agit d'un conseiller ou d'un maire » par les mots « après laquelle survient cette expiration ».

LOI SUR LES CORPORATIONS MUNICIPALES ET INTERMUNICIPALES DE TRANSPORT

14. L'article 14 de la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70) est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, des mots « pendant ou après laquelle survient cette expiration,

selon qu'il s'agit d'un conseiller ou d'un maire, » par les mots « après laquelle survient cette expiration ».

LOI SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS MUNICIPAUX

15. L'article 64 de la Loi sur le traitement des élus municipaux (1988, chapitre 30) est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, des mots « pendant ou après laquelle survient cette expiration, selon qu'il s'agit d'un conseiller ou d'un maire, » par les mots « après laquelle survient cette expiration ».

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

16. L'article 22 de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (1988, chapitre 85) est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « conseiller d'une municipalité à l'expiration de son mandat pourvu qu'elle ait été réélue lors de l'élection pendant » par les mots « membre du conseil d'une municipalité à l'expiration de son mandat pourvu qu'elle ait été réélue lors de l'élection après ».

DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES

17. Le ministre des Affaires municipales peut, avant le 1^{er} janvier 1991, publier à la *Gazette officielle du Québec* une liste des municipalités dont le conseil a adopté avant le 1^{er} janvier 1988 le règlement prévu à l'article 867 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités sans que ce règlement ne soit mis en vigueur avant cette date.

Pour l'application des articles 2 et 868 de cette loi, le règlement d'une municipalité visée au premier alinéa est réputé avoir été approuvé par le ministre et être entré en vigueur le 31 décembre 1987.

Un renvoi au présent article doit être fait, dans le livre des règlements de la municipalité, en marge du règlement visé au premier alinéa.

18. L'article 2 a effet depuis le 1^{er} janvier 1988 et l'article 6 depuis le 1^{er} janvier 1989.

Cette rétroactivité n'affecte pas une cause pendante au (*indiquer ici la date de la présentation du présent projet de loi*).

19. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).